



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 458 – 9 septembre 2022

❖ Régional

Inflation à +8,1% en g.a. dans l'UEMOA en juillet 2022

Selon [le bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique ont connu globalement une amélioration en juillet 2022, traduisant une orientation favorable de la conjoncture au sein de l'UEMOA. S'agissant des indices du chiffre d'affaires, ceux du commerce et des services marchands ont respectivement progressé de 14,2% et 7,1% en glissement annuel (g.a.) en juillet 2022 tandis que l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 2,6% en g.a. Toutefois, l'indicateur du climat des affaires (ICA) dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, a diminué de 1,1 point en moyenne en g.a., principalement au Mali (-4,4 points en g.a.), en Guinée-Bissau (-4,2 en g.a.) et au Burkina Faso (-3,6 en g.a.). A l'inverse, l'ICA a évolué positivement au Bénin (+8,9 en g.a.) et au Niger (+2,1 en g.a.). L'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à 8,1% en g.a en juillet (contre +7,5% en g.a. le mois précédent), principalement tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +6,2 points de pourcentage).

[La Chine renforce l'accès en franchise de droits de douane de la Guinée et du Togo](#)

Depuis le 1^{er} septembre 2022, la Chine [a supprimé](#) les droits de douane sur 98% des

LE CHIFFRE À RETENIR

87%

La part de l'or dans les exportations du Mali au 2^{ème} trimestre 2022

produits importés en provenance de 16 pays parmi les moins avancés, dont 9 d'Afrique, incluant notamment la Guinée et le Togo. Cette mesure, annoncée le 2 août 2022 en faveur des PMA ayant établi des relations diplomatiques avec Pékin, a pour objectif d'accroître les importations de produits agricoles et de matières premières en provenance de l'Afrique.

❖ Bénin

[Fitch anticipe un taux de croissance à 6,3% en 2022](#)

Dans un communiqué publié le 22 août 2022, Fitch Solutions [a estimé](#) le taux de croissance du Bénin à 6,3% en 2022 (contre une prévision en avril dernier de 5,7% par le FMI) et à 5,9% en 2023 (contre 6,2% par le FMI). Pour 2022, cette projection favorable est justifiée par : (i) d'importants investissements publics dans les infrastructures ; (ii) la croissance des investissements privés, mais également de la consommation privée, stimulée par l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 et les prix élevés du coton ; (iii) des

mesures anti-inflationnistes comme l'exonération de la TVA sur les produits de première nécessité. En 2023, la croissance ralentirait légèrement du fait de la consolidation budgétaire et de la baisse des prix du coton. Toutefois, l'intensification des attaques terroristes dans le nord du pays et la hausse des dépenses sécuritaires qu'elle impliquerait pourrait compromettre ces prévisions.

🍷 Burkina Faso

Ratification de 4 accords de financement pour plus de 330 M EUR

Le 7 septembre 2022, le gouvernement [a autorisé](#) la ratification de 4 accords de financement d'un montant total de 333,8 M USD. Il s'agit notamment de : (i) un prêt de 56,5 M USD ainsi qu'un don du même montant de l'Association internationale pour le développement (IDA) et un don de 12 M USD de Progreen pour le financement du Projet de gestion durable de paysages communaux pour la REDD+ ; (ii) un prêt de 24,5 M USD de la Banque ouest-africaine de développement pour le financement partiel du **Projet de construction de l'Aéroport international de Ouagadougou-Donsin** ; (iii) un prêt de 61,5 M USD et un don du même montant de l'IDA pour le financement additionnel du **Projet d'urgence de développement territorial et de résilience** ; (iv) un prêt de 24,1 M USD ainsi qu'un don du même montant de l'IDA et un don de 13 M USD du Mécanisme de financement mondial pour les femmes et les enfants pour le financement additionnel du Projet de préparation et de riposte à la COVID-19.

🍷 Cap-Vert

La BAfD annonce des investissements en faveur de la production alimentaire

Lors d'un déplacement au Cap-Vert pour inaugurer le nouveau port de l'île de Maio, le Président de la Banque africaine de développement (BAfD) [a annoncé](#) un

investissement global de 40 M EUR (dont la moitié provenant de la BAfD) pour stimuler la production alimentaire au Cap-Vert. Cet investissement devrait permettre ainsi de **développer l'agriculture, mais aussi de construire des infrastructures pour la transformation agricole locale ainsi que la création d'un réseau logistique pour le transport et le stockage des produits agricoles**. En outre, le Président de la BAfD a [ajouté](#) que son institution prévoit **d'approuver une aide d'urgence de 10 M USD afin d'aider le pays à faire face aux conséquences de la guerre en Ukraine**.

🍷 Côte d'Ivoire

Inflation à +5,4% en juillet 2022 en g.a.

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +5,4% en glissement annuel (g.a.) en juillet 2022, au même niveau que le mois précédent. **Ce niveau d'inflation se justifie principalement par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+9% en g.a.), en lien avec le prix de la viande (+10,4% en g.a.) ou encore des tubercules et plantains (+15,9% en g.a.)**. Viennent ensuite les prix des transports (+6,6% en g.a.), de la composante "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+5,6% en g.a.) ou encore des restaurants et hôtels (+5,6% en g.a.).

Création d'un organe de supervision et de coordination du PND 2021-2025

Lors du Conseil des Ministres du 6 septembre 2022, le gouvernement [a adopté](#) un décret portant création, organisation et fonctionnement du cadre institutionnel de suivi du Plan national de développement (PND) 2021-2025. Ainsi, ce décret établit un organe de coordination et de supervision de la mise en **œuvre du PND 2021-2025** qui sera chargée, entre autres, de : (i) favoriser un plaidoyer pour la mobilisation des ressources ; (ii) orienter le suivi **de l'efficacité de l'aide au développement** ; (iii) assurer la cohérence entre les actions entreprises et celles initialement planifiées.

Don de 3,7 M EUR du Japon pour la mécanisation de l'agriculture ivoirienne

Le 6 septembre 2022, la Ministre chargée des Affaires Etrangères, de l'Intégration et des Diasporas et l'Ambassadeur du Japon en Côte d'Ivoire [ont signé](#) un accord de coopération, portant sur une subvention de 2,4 Mds FCFA (3,7 M EUR) du gouvernement japonais, destinée à promouvoir la mécanisation de l'agriculture ivoirienne. Le financement permettra notamment la fourniture de tracteurs et d'intrants afin **d'améliorer la productivité** agricole et renforcer ainsi la résilience des communautés locales. Pour rappel, ce don intervient une peu plus d'une semaine après la 8^{ème} Conférence internationale de Tokyo sur le développement en Afrique (TICAD 8).

Guinée

L'encours de la dette domestique atteint 723 M EUR en juillet 2022

Au cours d'une conférence de presse, le gouverneur de la Banque centrale de Gambie (BCG) [a déclaré](#) que le stock de la dette intérieure atteignait 38,4 Mds GMD (723 M EUR) à fin juillet 2022, soit une augmentation de 3,2% par rapport à fin 2021. Toutefois, rapportée au PIB, le ratio serait en légère baisse, passant de 35,4% à 33,3%. La dette de court-terme représenterait plus de la moitié de cette dette interne, avec un risque de refinancement et de **taux d'intérêt élevé**. Pour rappel, selon le FMI, le pays se situe dans la catégorie de risque élevé de surendettement avec une dette publique totale projetée à 79,5% du PIB en 2022.

Augmentation des subventions pour maintenir les prix à la pompe

Le gouvernement [a accepté](#) d'augmenter les subventions aux carburants de 18 M GMD (340 000 EUR) afin de ne pas augmenter les prix à la pompe. Les fournisseurs avaient auparavant en effet fermé les stations essence pendant deux jours après le refus du gouvernement de les

laisser augmenter les prix. Depuis janvier 2022, les subventions apportées par le gouvernement au prix du carburant auraient atteint 1,3 Md GMD (25 M EUR).

Guinée

La banque centrale a maintenu son taux directeur à 11,5%

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) [a tenu](#), le 15 juillet 2022, sa 6^{ème} réunion ordinaire. Selon le communiqué de presse, le taux de croissance **de l'économie** devrait s'établir à 5,1% en 2022, contre 4,9% en 2021, tiré par l'agriculture, le secteur minier et les télécommunications. Par ailleurs, le taux d'inflation s'est élevé à 11% en avril 2022 en glissement annuel (g.a.) et devrait rester à 2 chiffres jusqu'au 2^{ème} trimestre 2023. En outre, la balance commerciale a enregistré un excédent de 1,2 Md USD au 1^{er} trimestre 2022 en raison de la hausse des exportations de produits miniers. Aussi, les réserves de change permettaient de couvrir 5,8 mois d'importations de biens et services à fin mars 2022. Ainsi, le CPM a décidé de maintenir inchangés les niveaux du taux directeur à 11,5% et du coefficient des réserves obligatoires à 15%.

Libéria

2 M USD accordés aux producteurs et transformateurs agricoles

Dans [un communiqué](#) publié le 3 septembre 2022, le Ministère de l'Agriculture (MOA) a annoncé avoir approuvé 23 demandes de subventions, pour un montant total de plus de 2 M USD, afin de promouvoir **l'agrobusiness** (y compris les petits producteurs et transformateurs agricoles). Ces subventions ont été accordées dans le cadre de 2 projets financés par la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole (FIDA) qui visent entre autres à favoriser l'amélioration de la

productivité, de la concurrence et de l'accès au marché pour les petits exploitants agricoles. Ainsi, chaque bénéficiaire devrait recevoir entre 15 000 et 200 000 USD afin d'augmenter sa capacité de production et couvrir certaines dépenses liées à son activité.

🇲🇱 Mali

L'or représente 87% des exportations au 2^{ème} trimestre 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INSTAT), les exportations maliennes [se sont élevées](#) à 515,3 Mds FCFA (785,6 M EUR) au 2^{ème} trimestre 2022, soit une progression de 3,9% en g.a., tandis que les importations se sont établies à 663,2 Mds FCFA (1 Md EUR) à la même période, soit une diminution en g.a. de 18,4%. **L'or (87,4%** du total des ventes) a été le principal produit exporté au 2^{ème} trimestre 2022 tandis que les principaux produits importés ont été le pétrole et ses produits dérivés (10,3% du total des achats), les céréales (8,7%) et les articles minéraux non métalliques manufacturés (6,9%). Les principaux clients du Mali ont été l'Afrique du Sud (48,5% du total des ventes), la Suisse (27,8%) et l'Australie (10,2%) tandis que les principaux fournisseurs ont été la Chine (19,6% du total des achats), le Sénégal (9,5%) et l'Inde (8,8%).

🇲🇷 Mauritanie

Total EREN et Chariot s'associent pour développer un projet d'hydrogène vert

Dans [un communiqué](#) conjoint publié le 6 septembre 2022, les sociétés Total Eren et Chariot Limited ont annoncé la création d'un consortium pour la réalisation **d'études** de faisabilité visant le développement du projet "Nour" de production d'hydrogène vert. Ce projet, dont le capital sera réparti à part égale entre les 2 entreprises, dispose d'un potentiel pouvant atteindre jusqu'à 10 GW d'électrolyse et pourrait devenir le plus important projet d'hydrogène vert en Afrique.

🇳🇮 Niger

Adoption des modalités de répartition des recettes pétrolières et de raffinage aux collectivités territoriales concernées

Le 2 septembre 2022, le Conseil des ministres [a adopté](#) un décret fixant les modalités de répartition des recettes pétrolières et de raffinage **entre l'Etat et les collectivités territoriales**. Ce décret détermine (i) la part desdites recettes concédée aux projets **d'investissement, au fonctionnement et à l'appui technique** des collectivités territoriales concernées ; (ii) la part des bénéficiaires suivant des critères relatifs au poids démographique, à **l'impact environnemental**, à **l'effort de mobilisation des ressources internes**, à la superficie et au **niveau d'équipement**.

Création de la Laiterie de Gaya

Le 2 septembre 2022, le Conseil des ministres [a adopté](#) un projet de décret portant création de la **Laiterie de Gaya en tant qu'Etablissement public à caractère industriel et commercial (EPIC)**. **Cette usine, dotée d'une ligne complète de production industrielle de 3 produits phares** à savoir, le Yaourt liquide, le lait frais pasteurisé et le lait (UHT), est **aujourd'hui achevée et prête au démarrage**. Sa mise en exploitation devrait permettre (i) de produire et commercialiser différents produits laitiers à partir essentiellement du lait cru obtenu auprès des éleveurs et au niveau des centres de collecte et **d'améliorer la productivité laitière** dans les exploitations de la région de Dosso.

🇸🇳 Sénégal

La Sococim annonce l'arrêt de sa production de ciment

La filiale du Groupe français Vicat, Sococim, [a annoncé](#), le 7 septembre 2022, **l'arrêt de ses activités de production de ciment au Sénégal**. Cette décision a été prise en réponse à la forte

hausse des coûts des matières premières (charbon, clinker, gypse...) de plus de 200% dans certains cas, alors que le prix du ciment reste bloqué par l'Etat autour de 65 000 FCFA (99,1 EUR) et ne permet plus de couvrir le coût de fabrication. Cette décision fait suite à celle de son concurrent Dangote, qui a cessé toute production depuis le mois d'août. La situation devrait priver les consommateurs de près de 60% du ciment habituellement disponible.

Bientôt la construction d'infrastructures de recherche sur le riz

Le 7 septembre 2022 [s'est tenu](#) un atelier de validation d'études le cadre du Projet de développement de la chaîne de valeur riz (PDCVR), financé à hauteur de 26 Mds FCFA (39,6 M EUR) par la Banque islamique de développement (BID). Cet atelier est l'étape préliminaire au coup d'envoi des travaux de construction d'infrastructures au profit de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA) et de la Division des semences (DISEM). Pour rappel, le PDCVR, d'une durée de 5 ans, vise à rendre le pays autosuffisant en riz à travers notamment la construction d'infrastructures de stockage et le renforcement de la production.

Sierra Leone

Nouvelles lois pour la protection des droits fonciers des communautés locales

Le 8 août 2022, le Parlement [a adopté](#) la loi sur les droits fonciers coutumiers qui devrait permettre à tout sierra-léonais d'être propriétaire de parcelles dans son pays sans

discriminations basées sur le genre ou la communauté d'origine. En outre, un minimum de 30% de femmes seront exigées pour la composition des comités locaux d'utilisation des terres. Aussi, la loi sur la commission foncière a également été adoptée. Elle consistera, entre autres, pour les entreprises à demander le consentement des communautés locales avant de démarrer une activité minière, industrielle ou agricole, permettant ainsi aux propriétaires fonciers locaux de négocier la valeur de leur terre avec les investisseurs et d'empêcher qu'elles ne soient louées sans leur consentement par la suite.

Togo

Le Projet de mobilité électrique lancé

Le 5 septembre 2022, le ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières [a officiellement lancé](#) le Projet d'appui à la transition vers la mobilité électrique. D'une durée de 4 ans et d'un coût de 1,6 M USD, ce projet, financé principalement par le Fonds pour l'environnement mondial et exécuté par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, vise à atténuer les émissions de gaz à effets de serre en accélérant la transition vers la mobilité électrique. Ainsi l'objectif est de mettre en place un système de transport intégré, durable et à faibles émissions à travers, notamment : (i) la conversion d'engins (les motos) utilisant des énergies fossiles en énergie électrique ; (ii) des séances de sensibilisation ou encore des sessions de renforcement des capacités des acteurs du secteur des transports.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :

Rédacteurs :

Service économique régional d'Abidjan
Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner :

abidjan@dgtresor.gouv.fr